

LE CARNAVAL DE NICE...

Le 6 décembre de l'an 2000, j'ai pu, grâce à la télévision, assister à un spectacle qui se voulait hilarant. C'est ainsi que j'ai pu, en direct, contempler THIBAUD à la LONGUE CHEVELURE, flanqué de son compère GARABAGLIO le CONTREBANDIER, pieusement assistés de sœur NOTAT, conduire un défilé carnavalesque digne des meilleures traditions du Moyen-Age.

La vérité m'oblige, hélas, à préciser que Marc BLONDEL figurait également dans ce défilé grotesque de grotesques, par ailleurs solidement encadré par l'appareil international néo-stalinien (transformé en Service d'Ordre de la plus infâme réaction).

Mais qu'allait-il faire dans cette galère? Il est vrai qu'il semble bien, qu'en dépit de discours dominicaux de congrès plutôt musclés et, nonobstant ce que pensent la majorité des militants d'une organisation qui se veut l'héritière de la «*vieille C.G.T.*», donc indépendante, Blondel et certains de ses amis, ont bel et bien franchi le RUBICON au nom d'un mythe (comme tous les mythes mystificateurs): l'EUROPE SOCIALE!!

Quelle Europe Sociale? ... Le même jour, la télévision qui, de temps à autre, ne nous cache rien, consacrait un reportage à un bon capitaliste allemand qui a délocalisé son entreprise en Bulgarie, parce que dans cette lointaine province de la future grande «*communauté européenne*», code du travail et conventions collectives sont quasi inexistantes.

Bien entendu, nous avons eu le droit à l'image édifiante d'une belle famille bulgare réunie autour d'un bon repas dans une salle à manger décente grâce à un bon patron allemand qui a su, tout à fait humainement, transformer en chômeurs de longue durée des routiers «*européens*» (notamment allemands ou français) afin de créer dans le royaume de Bulgarie quelques emplois sous-payés. Ce qui, évidemment, ne change rien à l'immense misère qui règne dans ce pays.

Telle est la logique implacable de «*l'Europe Sociale*» et du «*Saint Empire Romain Germanique*». Cela étant, je ne doute pas un seul instant que parmi les braves gens qui, sous la houlette de la fine fleur des bureaucraties syndicales européennes subsidiaires du «*Saint Empire Romain Germanique*», s'agitaient à Nice le 6 décembre de l'an 2000, il ne s'en soit trouvé un grand nombre pour ne pas se rendre compte à quel point ils étaient manipulés... mais aussi quelques petits malins pour tenter de justifier leur présence à cette manifestation consensuelle et totalitaire à l'aide du vieil alibi autorisant tous les reniements: «*il faut sauver les meubles*».

Mais voilà, l'histoire nous a appris qu'il n'est aucun accommodement possible avec le totalitarisme. Il ne saurait exister de «*totalitarisme à visage humain*». Aujourd'hui comme hier, une seule alternative: Démocratie ou Totalitarisme, la liberté ou la servitude... Il faut choisir! C'est pourquoi, ceux des militants ouvriers et démocrates qui, chaque jour plus nombreux, prennent conscience du danger, doivent impérativement se regrouper, à la fois sur le plan national et international pour élaborer et agir!

On peut être assuré que les militants qui se réclament de l'anarcho-syndicalisme - qu'ils soient organisés ou non - sauront prendre leur part dans ce combat salvateur.

Alexandre HÉBERT.

L'EUROMANIFESTATION DE NICE: UNE BONNE NOUVELLE POUR L'EUROPE...

6 décembre 2000 au matin, prenant mon café, j'écoute comme usuellement le premier journal de 5 heures sur *France info*. Le ton est donné: enfin, après des années d'une construction européenne pouvant apparaître comme technocratique, l'Europe devient «*citoyenne*» et les citoyens prennent à leur charge la construction d'une Europe plus humaine et plus sociale. En avant-première de l'euromanifestation à l'appel «*de la CES, des Verts, du PCF et d'une myriade d'association antimondialistes*» (une vraie macédoine niçoise), au centre desquelles se trouve ATTAC, le président de la CES explique sur l'antenne que la charte européenne des droits fondamentaux est un bon premier pas et qu'il convient de transformer cet essai avec des droits sociaux. Puis le journaliste d'enchaîner sur un autre sujet d'actualité européenne en disant «une autre bonne nouvelle pour l'Europe»...

Probablement que bon nombre de manifestants se sentiront trahis par ces commentaires. Probablement aussi me dira-t-on (je l'ai aussi déjà entendu et lu) que certes, cette mobilisation est «*confuse*» mais qu'il faut y être pour contribuer à une mobilisation mondiale après «*le succès*» (???) de Seattle contre la «*mondialisation libérale*», d'aucuns y voyant même les balbutiements d'une «*cinquième internationale*» (si, si, je l'ai lu!...en voyant, à Nantes, l'animation «*citoyenne antimondialisation*» qui préparait la mobilisation anti sommet de Nice en réunissant le PC, le PS, les Verts, le MDC, la C.G.T., la FSU, la LCR, les alternatifs et des associations multiples représentant notamment les multiples facettes de la tribalité celtique... on peut se dire qu'elle va «*craindre un max*» la cinquième internationale...).

UNE MANIFESTATION D'ACCOMPAGNEMENT...

Et bien non, c'est bien le journaliste qui a raison et cette manifestation n'est pas confuse. Quelle que soit la volonté subjective exprimée de peut-être même la plupart des manifestants, cette opération est bien une manifestation d'accompagnement de la construction maastrichtienne de l'Europe, cherchez d'ailleurs un seul mot d'ordre officiel du 6 décembre qui permettrait d'accréditer la thèse qu'elle s'y oppose. Ce qui, en langage journalistique est une manifestation «*à l'appel des syndicats, des partis de gauche et d'extrême gauche, de la Confédération paysanne et des associations antimondialistes*» est donc bien une «*émulation*» autoproclamée «*critique*», à l'initiative de la gauche plurielle (c'est donc une «*émulation autocritique*»...) et de la «*gauche de la gauche*» (ceux qu'Alexandre Hébert appelait fort justement «*les subsidiaires des subsidiaires*»).

D'ailleurs, l'actualité sans fard de la dernière quinzaine montre le vrai visage de l'émulation critique. Regardons où étaient fin novembre nos euromanifestants:

- 26 novembre, clôture du congrès du PS: la «*synthèse*» est impossible, la motion majoritaire n'est pas assez ancrée à gauche, la *Gauche Socialiste* et les post-poperenistes font «*motion à part*».
- 28 novembre, assemblée nationale: le groupe socialiste, tous courants confondus, vote comme un seul homme (et une seule femme) les lois de gauche permettant la transposition par ordonnances de 50 directives européennes (subsidiarité...) et la levée de l'interdiction du travail de nuit des femmes dans l'industrie.

Voilà ce que donne, au pied du mur, (et ce qu'a toujours donné) «*l'émulation critique*», par delà un look «*gauche*» et un parler «*radical*» à la tribune des congrès... c'est ce qu'on appelait le gauchisme, maladie infantile à la rechute fréquente mais dangereuse.

Les O.N.G...

Parlons un peu aussi du concept de «*nouveaux mouvements sociaux*» ou d'ONGisation du «*mouvement social*». Une «*ONG du nouveau mouvement social*» se crée sur le terrain de la décomposition de notre société. A chaque dimension particulière de cette paupérisation (absolue), c'est-à-dire à chaque «*créneau*» (ces gens là sont sûrement férus de Marketing), correspond son ONG: *AC!* pour la dimension «*chômage/précarité*», *DAL* pour la dimension «*locataires ne pouvant plus payer leur loyer*», etc... jusqu'à ATTAC contre la mondialisation ou *SUD* pour le «*nouveau syndicalisme*», et côté organisateurs, partout on retrouve bien entendu les mêmes (il n'y a pas de loi contre le cumul des ONG: la pluralité est de règle et le secrétariat semble en être souvent commun pour ne pas dire unifié).

Il n'est pas question de dire ici que les problèmes soulevés ne se posent pas et ne méritent pas d'être traités. Il ne s'agit pas non plus de soutenir que les organisations syndicales ouvrières prennent suffisamment

ou suffisamment bien en compte la dimension «*chômage et précarité*» et ses déclinaisons «*sociétales*». La question ici soulevée est relative au fait que ces regroupements (AC!, ATTAC, DAL, SOS Racisme, etc...) sont d'une autre nature que ceux du mouvement ouvrier. Les courants politiques (au premier rang desquels on trouve plus souvent la LCR et, d'une façon générale l'ensemble de la «*plurialité*» et de la «*plurialité émulée*») qui les impulsent, sous un couvert de «*parler gauche*» ou «*radical*» ont abandonné de facto le référentiel «*lutte des classes*», font dans le «*sociétal*» en s'appuyant sur la «*société civile*» et portent ainsi, de façon évidente, un projet politique objectivement néocorporatiste, ce qu'on appelle, en langage «*pluriel*», un «*projet de société*».

Nice restera donc bien une étape symbolique importante mais ni pour la défense des acquis sociaux ni pour la démocratie. Le journaliste de France-info a décidément raison: c'est une «*bonne nouvelle pour l'Europe*» et donc une mauvaise nouvelle pour la classe ouvrière et la démocratie puisque la mobilisation «*citoyenne*» (car le corporatisme, dorénavant, est «*citoyen*» tout comme les lois scélérates sont des «*lois de gauche*») a permis que «*tous ensemble*» ONG unifiées, partis pluriels, leurs émulateurs de «*gauche*», et les «*syndicats européens confédérés*» avec Thibault, Notat et Blondel (!!!), ont pu revendiquer «*encore plus d'Europe encore plus sociale*».

STERNFELD.

GUY GIBOUT QUITTE LE P.C.F.

Le «*Carnaval de Nice*» a, le 6 décembre dernier confirmé la place exacte de «*l'appareil*» du P.C.F. que Guy GIBOUT, à juste titre, dénonce dans la lettre de démission qu'il vient d'adresser à Robert HUE et dont nous publions ci-dessous de larges extraits.

A.H.

«*Cher camarade,*

Le Conseil National qui vient de se réunir sur les problèmes de l'Humanité a pris des décisions extrêmement graves pour le devenir du journal. Notamment avec l'ouverture du capital. Le nouveau Directeur parle de contacts avec TF1, Canal +, etc... Pour le moins de telles décisions auraient exigé que les communistes en débattent. Lors de la préparation de la nouvelle formule en 1997, Robert Hue, dans une intervention à Lyon, s'était engagé à ce que tout ce qui concernait le statut de l'Humanité devait faire l'objet d'un débat dans le parti. Pourquoi n'en n'a-t-il pas été de même cette fois-ci ? Une fois de plus, la direction a substitué au débat une pratique autoritaire que je croyais révolue.

*La perte d'audience du journal est due, à mes yeux, à une ligne éditoriale alignée derrière le PS et un gouvernement de la gauche plurielle de plus en plus contesté par les forces vives du pays. C'est aussi les conséquences de l'abandon du terrain des luttes, ce qu'aucun autre journal ne pouvait faire. Il était un lien privilégié entre celles et ceux qui luttaient dans les entreprises et les quartiers. Pour de nombreux communistes, il a perdu sa raison d'être. Ce n'est pas avec une nouvelle formule «*sponsorisée*» par des capitalistes qu'ils seront regagnés!*

*Je ne cautionnerai pas une telle orientation qui, à terme, aboutira à la disparition du parti révolutionnaire auquel j'ai adhéré. J'ai donc décidé de rendre ma carte. C'est avec une grande tristesse que je prends cette décision, car c'est en 1954, alors jeune ouvrier tourneur aux ADR de Champigny, que j'ai adhéré. Pendant plus de 30 ans membre de la direction de la Fédération Seine-Sud, puis du Val-de-Marne, j'ai donné, comme des milliers de communistes, le meilleur de moi-même pour un idéal que je ne juge toujours pas utopique ni dépassé. J'ai côtoyé dans ce Parti des hommes et des femmes remarquables, auprès desquels j'ai beaucoup appris. Je pense à tous ces camarades qui prenaient des risques dans les années 60 pour lutter contre la guerre d'Algérie, contre l'OAS, pour la diffusion dans les casernes du journal clandestin «*Soldats de France*» dont j'assumais la rédaction. Je pense aux camarades de l'Humanité avec lesquels j'ai travaillé comme journaliste et en tant que Directeur de la Cité Internationale de la Fête de l'Humanité. Je pense aux camarades avec lesquels j'ai travaillé aux hebdomadaires communistes «*Le Réveil du Val-de-Marne*» et «*Les Nouvelles du Val-de-Marne*» en tant que rédacteur en chef. Je pense à ces trente années de mandat électoral, dont six comme maire de Joinville-le-Pont. C'est toute une vie qui se déroule devant mes yeux et pour laquelle je ne regrette rien. Absolument rien!...*

... Des camarades estiment aussi que c'est en restant dans le Parti qu'il sera possible d'en changer le cours actuel. Ce n'est pas mon analyse. Au prétexte que maintenant chacun a le droit d'exprimer ses désaccords, la Direction n'en impose pas moins ses vues, comme on vient de la voir pour l'Huma, en s'entourant d'un comité national, acquis, dans sa grande majorité, à cette politique dévastatrice. L'appareil du parti est aussi une réalité. Que ce soit pour la participation au gouvernement, pour la constitution de la liste «Bouge l'Europe», pour la stratégie des élections municipales, pour l'abstention pour le quinquennat, pour le devenir de l'Humanité, etc... la majorité des communistes a été mise devant le fait accompli. De plus, pour la première fois de son Histoire, des Ministres Communistes ont apporté leur soutien à une guerre d'agression sous le commandement du gouvernement américain. Celle du Kosovo. Comme nous sommes loin de nos luttes pour la paix en Indochine, en Algérie et plus près de nous contre la guerre du Golfe. Trois guerres, faut-il le rappeler, sous la direction de gouvernements socialistes!...

... Comme vous le voyez, mes désaccords sont profonds, mais ils se sont encore aggravés avec ce qui s'est passé à Lille il y a quelques semaines. Avec le recul, lorsque la colère est tombée, je m'aperçois qu'il y a dans ces événements une constante, celle de la répression contre celles et ceux qui manifestent leurs désaccords avec la politique de Jospin-Chirac. Rappelons les faits. Le 29 octobre, en présence de Jospin, mais aussi de trois ministres communistes, Gayssot, Demessines et Duffour, les travailleurs de Alstom, qui manifestaient contre la disparition de leur entreprise programmée par Bruxelles, se sont faits honteusement matraqués par les CRS de Vaillant. Sans que ce matraquage soulève la moindre indignation, ni des ministres communistes, ni de la direction du Parti. Bien sûr Gayssot a déclaré: «je comprends ces gens et je suis malheureux quand je vois cette violence». Et il ose encore se dire communiste. Il est vrai que les ors du pouvoir valent bien que l'on s'assoit sur des principes! Le matraquage est devenu une méthode de gouvernement...

... Ce matraquage n'empêche pas Alain Bocquet, ancien secrétaire de la Fédération du Nord du PCF, député-maire de St-Amand-les-Eaux, de déclarer que les communistes resteront au gouvernement et ce, quels que soient les événements. En ce qui me concerne, j'ai toujours été, et je reste solidaire de celles et ceux qui luttent pour sauver leur emploi, et j'ai la tristesse, en étant révolté, de constater que c'est un gouvernement dit de «Gauche plurielle» qui met en place une politique de soumission à l'Europe capitaliste.

Je ne peux donc rester dans un parti qui cautionne cette politique. Communiste je suis, communiste je reste, et j'entends continuer mon combat au service de la classe ouvrière, au service des exploités, contre tous ceux qui sèment des illusions et le désespoir».

Guy GIBOUT.

GOTT MIT UNS !

Histoire de voir comment marche le célèbre couple franco-allemand, voici les versions française et allemande du préambule de la *Charte des droits fondamentaux*.

Français: «Consciente de son patrimoine spirituel et moral, l'Union se fonde sur les valeurs indivisibles et universelles de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de solidarité, elle repose sur le principe de la démocratie et le principe de l'État de droit».

Allemand: «Consciente de son héritage spirituel religieux et moral, l'Union se fonde sur les valeurs indivisibles et universelles de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de solidarité, elle repose sur le principe de la démocratie et le principe de l'État de droit».

HARCÈLEMENT PROFESSIONNEL...

Quelques réflexions sur la propagation du harcèlement et sur les moyens de sa diffusion.

Le recours à des cadres contractuels.

Depuis quelques années, dans certaines *Collectivités territoriales* (Région, District, Département, Com-

munes...), on assiste à une amplification du recrutement de personnels contractuels à des postes hiérarchiques. Notamment, certains postes de directions de service sont occupés par des salariés contractuels. Ceci est à relier aux effets de la décentralisation. En effet, les collectivités territoriales ont hérité de compétences de l'État et par le fait même, de «*pouvoirs accrus*». Il n'est donc pas étonnant que des élus, oublieux de l'indépendance dont les fonctionnaires sont censés bénéficier par rapport à tout pouvoir politique, attendent des agents une allégeance quant à leurs options politiques.

Afin de résoudre ce problème, certaines cooptent politiquement des personnels connus comme partageant leur idéologie et eux-mêmes membres du parti de l'employeur.

Voilà pour la «*politisation*» de certains agents placés à la direction de services publics (lesquels recrutent par cooptation des cadres intermédiaires selon le même critère d'allégeance ou trient certains agents en fonction de leur «*aptitude*» à «*servir*», non le public, mais l'intérêt supérieur de la direction!).

Le lien avec «*l'économie de marché*».

Tout ceci fonctionne en référence à «*l'économie de marché*»: c'est un deuxième point à considérer, si l'on veut comprendre l'intérêt d'une tactique de harcèlement dans la fonction publique. En effet, les compétences dévolues à ces collectivités coûtent chères. Il en est ainsi, par exemple, des compétences en matière sociale qui ne rapportent guère (les élus oublient le bénéfice de la paix sociale). Payer des travailleurs sociaux se révèle onéreux (cadre B) alors qu'on peut très bien les remplacer par des outils informatiques utilisés par un personnel moins qualifié, chargé d'attribuer en fonction de critères de ressources la manne publique. On peut également, recourir à la privatisation de certaines compétences et conventionner des associations qui se chargeront de faire de la prévention ou de la protection avec un budget global qui les asservit.

Point à «*creuser*»: l'enjeu idéologique

Pensée unique, mondialisation, soumission des nations à l'ordre économique mondial (lequel relève plutôt de la «*loi*» du milieu mafioso). Dans ces collectivités, depuis quelques années, se propagent, comme ailleurs, une politique de gestion du personnel et une organisation souvent désignées sous le vocable: management participatif - management stratégique - gestion par objectif - etc...

Première remarque d'ordre sémantique:

«*Participatif*»: confusion entre le pouvoir de décision (politique des élus) et l'application, l'exécution des décisions.

On «*participe tous*» de la même entreprise, on est de la même famille, on se sert les coudes, on est dans la même galère, on a les mêmes intérêts: le bénéfice d'un tel management participatif, c'est que l'illusion entretenue d'égalité, de non-différence, d'intérêts non distincts entre «*la tête et les jambes*», cette illusion, donc, rentre en plein dans le psychisme névropathe de certains agents, assoiffés de pouvoir (social, symbolique), ce qui les conduit à faire qu'ils se prennent pour Dieu (= Directeur, Maire, Président de Conseil Régional ou Général...) et agissent dans l'aveuglement de la Toute Puissance. Stratégique (management stratégique): terme de vocabulaire emprunté au domaine de la guerre de même que les termes «*logistique*», «*cibler*» (un public), «*objectif*», etc... de nouvelles «*méthodes*» de gestion du personnel et d'organisation des services sont en place, donc.

De fait, par un discours pseudo-égalitariste ou auto-gestionnaire tenu au travers du terme «*participatif*», le but est bien d'aliéner les corps et les esprits, de les dissoudre pour n'en faire qu'un, Dieu. Gourou, Moon, Chef suprême! Padre Padrone, Al Capone...!

La tactique consiste à placer des «*pions*» à des postes de direction (sous-direction, cadres, sous-cadres), «*acquis*» à la cause (cosa nostra) soit parce que l'étude de leur comportement et de leur psychisme a permis de vérifier leur malléabilité, leur servilité en échange d'une promotion (ça c'est pour les agents titulaires «*promus*» à des postes de chef ou de sous-chef), soit par le biais du recrutement de contractuels à ces mêmes postes, généralement grassement payés (certains, parmi le haut de la hiérarchie ont, sans doute, négocié avant leur prise de fonction, leurs primes de licenciement ou leur promotion - mutation ultérieure) mais néanmoins en situation «*précaire*» et, donc, malléables et corvéables à merci!

L'objectif intermédiaire est de détruire les statuts, les conventions qui garantissent des droits aux sa-

lariés. D'ailleurs, on ne parle plus de diplômes professionnels, de qualifications professionnelles mais de métiers et de compétences...(corporatisme).

D'où l'intérêt de repérer les «*fortes têtes*», les esprits indépendants, les fonctionnaires soucieux du service public et qui ne veulent pas faire n'importe quoi, qui veulent donner sens à leur travail, à leur mission, à leurs fonctions dans le but de contribuer à un service auprès de la population, égalitaire et de qualité.

Une fois repérer, il s'agit de les neutraliser, éliminer... Ce sont donc sur des modèles militaires, corporatistes, sectaires que s'appuient certains cadres pour parvenir à leurs fins.

De la méthode «sectaire»

Sectaire? Il y a quelques années, un cabinet privé proposait à des cadres de la Fonction Publique Territoriale une méthode de travail visant (soi-disant) à améliorer les services. Cette méthode s'appelle «*Pat miroir*».

P.A.T. comme: Peur, Attraction, Tentation - miroir parce que chacun en interaction avec l'autre serait traversé par la peur, l'attraction, la tentation...!? (Vocabulaire traversé par le morbide, le sexuel et le religieux). On a donc recours à des méthodes de manipulation au niveau affectif, psychique, voire somatique. Par ce biais, c'est toute la faculté intellectuelle des individus qui est attaquée (renoncez à penser, réfléchir, prendre du recul, rationaliser! Laissez vous conduire vers l'amour de soi-même et du prochain!).

Résultat des courses: les plus faibles sombrent dans la magma du nirvana institutionnel: on les repère facilement: on les croise dans certains couloirs, un sourire large et béat et, selon eux, tout va bien: décervelés, automates sans âme, mais au mécanisme huilé, doué de parole, certes, mais ne maîtrisant plus qu'une langue: la langue de bois.

D'autres sont dans des procédures d'évitement, «*je ne veux rien voir, rien entendre, rien dire*» (les 3 singes, le secret du bonheur). Quelques-uns font de la résistance, c'est vrai, ce sont souvent des «*papys*» qui font de la résistance, au sens où ce sont des vieux de la vieille, des agents de la fonction publique attachés aux droits et aux devoirs de leurs statuts et à leur mission de service public, et qui s'accrochent désespérément (ou scandaleusement !) à ces valeurs.

Des «*vieux*» qui ont gardé l'expérience du sens de leur travail en mémoire et qui s'évertuent ou s'entêtent à le conserver (des mammouths à dégraisser, des dinosaures à supprimer).

EKINOM

«L'entente et la fraternité des nations est une phrase que tous les partis ont à la bouche aujourd'hui, notamment les libres échangistes bourgeois. Il existe en effet une sorte de fraternité entre les classes bourgeoises de toutes les nations: c'est la fraternité des oppresseurs contre les opprimés, des exploités contre les exploités.»

De même que la classe bourgeoise d'un pays est fraternellement unie contre le prolétariat du même pays, malgré la concurrence et la lutte des membres de la bourgeoisie entre eux, de même les bourgeois de tous les pays sont fraternellement unis contre les prolétaires de tous les pays malgré leur rivalité et leur concurrence sur le marché mondial. Pour que les peuples puissent vraiment s'unir, il faut que leurs intérêts soient communs...

Vous n'avez pas à exprimer de pieux souhaits pour la libération des nations. Battez vos propres ennemis de l'intérieur et vous pourrez avoir la fière conscience d'avoir battu toute l'ancienne société.»

Marx - Discours sur la Pologne, 1847.

REMARQUES SUR LES ARRÊTS DE TRAVAIL...

Une disposition législative, obligatoire, impose aux médecins depuis peu d'indiquer sur les formulaires d'arrêt de travail «*les éléments d'ordre médical justifiant l'interruption de travail*», formulation devenue habituelle dans les relations actuelles que l'assurance maladie entretient avec les médecins.

Cette incitation à divulguer des informations relevant depuis Hippocrate du secret médical, cette rupture du colloque singulier, cette ingérence dans la vie privée par un organisme qui tente d'imposer aux médecins la levée du secret médical dans un but de contrôle soulève l'indignation de la profession médicale, de ses syndicats, et le *Conseil National de l'Ordre des Médecins* a même saisi le Ministère. Les syndicats (SML, UNOF) appellent au boycott et déposent un recours devant le Conseil Constitutionnel.

En catastrophe, l'assurance maladie édite des enveloppes bleues destinées au médecin conseil du service médical des CPAM et essayent de rassurer les médecins et de dédramatiser. En Côte d'Or, la sous directrice du secteur santé - affaires juridiques, Madame Martine MOLLOT DEREL constate, à la réception des imprimés, que les médecins ne les remplissent pas (QDM du 7/12/2000).

Un recours devant le Conseil Constitutionnel a été déposé contre cette disposition de loi, sans succès et désormais, fait plus grave encore, «*la maîtrise (comptable?...) des dépenses de santé*» est élevée au rang de principe constitutionnel, au même titre que la Liberté, l'Égalité et la Fraternité républicaines.

Comment peut-on manipuler des parlementaires à ce point pour leur faire voter la rupture de la confidentialité de l'état de santé des patients sans même qu'il y eut débat et que le citoyen soit averti?

D'autre part comment peut-on inciter au contrôle permanent et policier le corps médical tout entier dont le rôle n'est pas d'enquêter sur l'employeur de son patient: État, ou entreprise privée. En effet, le fonctionnaire et le salarié privé n'ont pas le même circuit de remboursement et l'avis d'arrêt de travail du fonctionnaire n'est pas destiné au médecin conseil.

C'est ce qui explique que sur l'incitation du Conseil Constitutionnel, les caisses se sont empressées d'ajouter la petite enveloppe bleue destinée au service médical mais beaucoup de médecins attendent encore celle enveloppe non prévue dans les dépenses.

Le Conseil National de l'Ordre s'en est certes ému, demandant au Ministère de «*prévenir les fonctionnaires qu'ils ne devaient pas transmettre à leur administration ce volet*».

Le Conseil National de l'Ordre a pour vocation, notamment de faire respecter le code de Déontologie médicale, lequel impose le secret pour tout ce qui concerne les éléments d'ordre médical et personnel.

Le service du Contrôle Médical des Caisses a pour vocation de contrôler en s'appuyant sur les éléments d'ordre médical ayant conduit à prodiguer le soin.

Si le contrôle médical individuel est conforme à la loi, il n'en va pas de même de cette obligation de fournir systématiquement des renseignements médicaux confidentiels, sans qu'il existe obligatoirement contrôle: la tolérance vis-à-vis des dispositions du Code de Déontologie ne peut aller jusqu'à la fourniture d'éléments confidentiels qui ne serviraient pas à un contrôle.

En cela, cette disposition trop draconienne (dont le rendement serait d'ailleurs très faible) dévoie les missions du Service du Contrôle Médical des Caisses et prend trop de «*liberté*» avec la Déontologie des Médecins.

Méconnaissance des principes démocratiques règle dans un État de Droit ou volonté inavouée de violer ces principes?

En tout cas, il s'agit d'un sérieux coup de canif lacérant le tissu social et républicain.

Françoise BELLOIR-FURET.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»
19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé
Abonnement pour 20 numéros: 150 francs. Abonnement de soutien: 200 francs.
Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP 515-14 C Nantes
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste
Directeur de publication: Alexandre HÉBERT
